

premier ministre de la Saskatchewan, à déclarer: Nous allons tenter de retirer pour le pétrole que nous exportons le meilleur prix possible, établir une société qui, de fait, achètera le pétrole à un prix établi destiné à rapporter un profit et à assurer un bénéfice satisfaisant aux compagnies pétrolières, mais la différence entre ce prix et le prix international reviendra à la population de la province au lieu de tomber comme une manne entre les mains des sociétés multinationales?

● (1620)

Lorsqu'on parle d'allocations pour épuisement, je repense à une conversation que j'avais eue avec l'honorable Ed. Schreyer, premier ministre de Manitoba. Nous avions parlé des allocations pour épuisement. Je lui avais dit que nous devions les supprimer et il m'avait répondu que nous devrions les supprimer pour les sociétés multinationales car elles n'y ont pas droit. Selon lui, ce sont les habitants de la province qui ont droit aux allocations pour épuisement: ce sont leurs ressources qui s'épuisent et s'il doit y avoir des allocations pour épuisement, c'est à eux qu'elles doivent aller.

J'aimerais rappeler le nombre de fois où le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) l'a dit dans ses discours à la Chambre lorsqu'il parlait de la taxe à l'exportation. Il a dit et répété que le revenu tiré de la taxe à l'exportation devrait être remis aux provinces d'où proviennent les ressources afin que cette somme soit réinvestie dans l'exportation et la mise en valeur dans la province, au lieu de finir dans les coffres des sociétés multinationales qui peuvent décider, si tel est leur désir, d'aller faire leurs travaux d'exploration au Texas parce quelqu'un leur a proposé une meilleure affaire que nous. C'est ce que fait le premier ministre de la province de Saskatchewan. Il a dit que depuis des années, les sociétés multinationales réalisent en Saskatchewan des bénéfices qu'elles exportent et ne font aucune exploration dans cette province. Il importe que l'exploration soit effectuée, non seulement pour les habitants de cette province, mais aussi pour le reste du pays. Le premier ministre dit maintenant que les bénéfices fortuits serviront à d'autres mises en valeur. Agir autrement signifierait mettre la province à la merci des sociétés multinationales, qui n'ont aucune pitié. Elles n'ont jamais pardonné à la Saskatchewan d'être la première région d'Amérique du Nord à voir clair et à décider d'agir dans l'intérêt de ses habitants plutôt que dans celui de l'Establishment.

La province a remis en question la structure de cette classe de la société et la chose s'imposait. Les sociétés multinationales ont commencé à se rebiffer contre la province chaque fois que c'était possible. Si la province voulait toucher un revenu auquel elle a droit, sous forme de redevances ou d'impôts, les sociétés disaient qu'elles s'en iraient en Alberta, qui leur offrirait de meilleures conditions. Elles ont fait à peu près la même chose en Colombie-Britannique, mais elles se sont heurtées à quelqu'un qui n'avait pas froid aux yeux, qui a augmenté la redevance de 80 p. 100 et leur a fait remarquer que si elles voulaient aller ailleurs, la province prendrait l'argent et s'occuperait de ses travaux d'exploration. L'époque du chantage exercé sur les provinces est révolue et devrait l'être. Elle ne l'est peut-être pas dans toutes les provinces, mais elle devrait l'être.

Mais je reprends où j'en étais au sujet du premier ministre de la Saskatchewan. Il comprend, a-t-il dit, la nécessité d'un système à double prix au Canada et reconnaît qu'il se doit de traiter ses compatriotes différemment

Approvisionnements d'énergie—Loi

et donc de ne pas exiger d'eux le prix mondial. Mais il dit également, et à bon droit, aux diverses autorités et aux divers gouvernements que même s'ils sont disposés à faire cela, ils ont des griefs dont il faut se rendre compte. Il fait remarquer que le pétrole dans cette province ne durera pas toujours et qu'il faudra trouver d'autres emplois pour ses habitants.

Du côté de la prospérité, je pense que la Saskatchewan s'en est très bien tirée. La province a été bien administrée. Sauf erreur, l'agriculture a fait des progrès, mais un grave problème va se poser pour la Saskatchewan comme pour d'autres provinces. Même si la prospérité règne, cela veut dire des sommes de plus en plus considérables et une mécanisation de plus en plus poussée. Les petites villes vont se vider et le chiffre de la population va baisser.

Que sert à la Saskatchewan de devenir une province riche si elle n'a pas la population voulue pour supporter l'infrastructure nécessaire? Le premier ministre de la Saskatchewan sait tout cela. Il nous dit à nous, dans le reste du Canada, que l'expansion industrielle s'impose pour subvenir aux besoins des grandes et petites villes—ils en ont besoin, mais ils n'entendent pas la réaliser dans le sud de l'Ontario. Il ne s'agit pas de prospérité ou de revenu; il s'agit de trouver un moyen de garder les garçons et les filles de la Saskatchewan dans leur province et de leur assurer des occasions d'emplois au lieu de les voir obligés de quitter leur foyer parce que la prospérité et les nouveaux emplois se trouvent quelque part aux environs de Toronto. C'est raisonnable. Il demande un ajustement du tarif de transport. Je pense que cet argument est très exagéré. Quand on y songe, on peut trouver que les plaintes sont très exagérées, mais en général, grandement exagérées ou non, elles procèdent d'un vif ressentiment.

Nous devrions nous entretenir avec le gouvernement de la Saskatchewan pour élaborer une nouvelle structure tarifaire pour le transport de marchandises que la population de cette province considérerait comme juste. Je crois qu'on peut y parvenir à relativement peu de frais. J'estime que ce serait un prix que la population de notre pays devrait payer et serait prête à payer en signalant à la Saskatchewan et à l'Alberta qu'elle veut payer moins cher les ressources de ces provinces et être traitée autrement que ces provinces veulent traiter des étrangers. Dans ce cas, ces provinces ont le droit d'exiger d'être traitées comme un membre de la famille et non comme un parent très éloigné et d'être consultées quant au règlement de ces questions.

Il me semble que cette déclaration du premier ministre de la Saskatchewan est bien différente de ce qu'on a entendu d'autres sources. Je crois que c'est le genre d'attitude que nous devrions avoir et que le gouvernement fédéral devrait immédiatement commencer à s'entretenir avec la Saskatchewan et à résoudre ces problèmes.

Puis il y a la question de la stabilité des prix agricoles. Nous savons que les hausses de prix dans ce secteur ont légèrement diminué. Les produits alimentaires coûtent moins cher maintenant qu'il y a quelques mois et l'attitude d'alors n'existe plus. Au temps où la hausse des prix des aliments atteignait un sommet la population aurait été heureuse de dire aux cultivateurs: «Nous allons vous assurer la stabilité maintenant; empêchez les prix de continuer à monter.» Dès que ces prix ont commencé à baisser on a oublié d'accorder aux agriculteurs la stabilité qu'il leur faut et que chaque travailleur recherche et obtient d'habitude s'il appartient à un syndicat. C'est le moment de se mettre à parler de la stabilité des prix agricoles. Voilà ce que demande le premier ministre de la Saskatchewan. Il